

STOP A LA RADICALISATION DU MOUVEMENT LA REPRESSION SE GENERALISE

Communiqué de l'AG des Gilets Jaunes de Tours

Après la violence policière qui mutilé et qui tue, la répression judiciaire digne d'une dictature s'abat sur le mouvement des Gilets Jaunes. L'état criminalise nos compagnons de lutte qui sont embastillés et salis par le traitement médiatique.

Après 4 mois d'exigences de justice sociale, démocratique, fiscale et environnementale, le gouvernement appelle l'armée en renfort, menace l'intégrité des manifestants et emprisonne les citoyens et citoyennes au lieu de répondre aux revendications légitimes du peuple.

Des médias locaux (TV Tours...) ont osé diffuser des images du portrait, du domicile et des informations calomnieuses au sujet de deux Tourangeaux en garde à vue.

La presse ne s'honore pas de telles pratiques et participe par ce biais à la criminalisation voulue par la violence de l'état. S'asseyant sur la présomption d'innocence, elle répand des informations diffamatoires, mensongères et stigmatise des personnes qui n'ont même pas été jugées. C'est inadmissible en 2019.

Derrière les barreaux se retrouvent une femme, aide-soignante, un artisan, un employé (et d'autres bientôt convoqués), investis dans un mouvement populaire qui dit NON aux fins de mois difficiles et NON à la pollution et la fin de notre monde.

Mais sont toujours en liberté les vrais responsables du « chaos », les évadés fiscaux, les millionnaires et les grands politiques du gouvernement complices, qui continuent la destruction de la démocratie, de la condition sociale et de la planète.

NOUS EXIGEONS L'ARRÊT DES POURSUITES JUDICIAIRES ET LA LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITIONS DES GILETS JAUNES DE TOURAINE DE D'AILLEURS

